



Chapitre P-16

LOI SUR LES POUVOIRS SPÉCIAUX DES CORPORATIONS

SECTION I

DES DROITS ET DES POUVOIRS DES COMPAGNIES OU CORPORATIONS DU QUÉBEC EN DEHORS DU QUÉBEC

Pouvoirs en dehors du
Québec.

1. Toute compagnie ou corporation,

1° Constituée en corporation par ou en vertu d'une loi générale ou spéciale de la Législature de l'ancienne province du Bas Canada ou de l'ancienne province du Canada, pour un ou plusieurs des objets auxquels s'étend l'autorité législative du Québec; ou

2° Constituée en corporation ou qui le sera à l'avenir par ou en vertu d'une loi générale ou spéciale de la Législature;

A, a toujours eu, et aura, sujet aux restrictions contenues à cet égard dans sa charte, la capacité d'acquérir, de posséder et d'exercer, hors du territoire du Québec, les droits et pouvoirs que lui reconnaissent ou confèrent les lois en vigueur dans toute autre province ou dans tout pays étranger.

S. R. 1964, c. 275, a. 1.

SECTION II

DU POUVOIR DES COMPAGNIES OU CORPORATIONS DE CHANGER LEUR NOM ET LEUR SIÈGE SOCIAL

Changement de nom.

2. Toute compagnie ou corporation, visée par l'article 1, peut, par règlement, changer son nom ou déplacer le lieu de son siège social.

S. R. 1964, c. 275, a. 2.

Nouveau nom.

3. Le nouveau nom ne doit pas prêter confusion avec celui d'une firme, compagnie, société ou corporation connue ni présenter aucun inconvenient d'ordre public; le siège social doit être situé au Québec.

S. R. 1964, c. 275, a. 3.

- Règlement. **4.** Un tel règlement doit être approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents, à une assemblée convoquée à cette fin.
- Vote requis. S'il s'agit d'une corporation sans capital-actions, un tel règlement doit être approuvé par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à une telle assemblée.
- S. R. 1964, c. 275, a. 4; 1968, c. 73, a. 1.
- Transmission et avis. **5.** Ce règlement est transmis au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières pour approbation. Si le ministre approuve ce règlement, il donne avis de cette approbation dans la *Gazette officielle du Québec*.
- S. R. 1964, c. 275, a. 5; 1968, c. 23, a. 8; 1968, c. 73, a. 2; 1968, c. 74, a. 1; 1975, c. 76, a. 11.
- Enregistrement. **6.** Le ministre enregistre conformément à l'article 2 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) une copie de cet avis sur laquelle il atteste la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*; une autre copie de cet avis, portant la même attestation et certifiée conformément au deuxième alinéa du paragraphe 2 dudit article, tient lieu de l'original qui y est prévu.
- S. R. 1964, c. 275, a. 6; 1968, c. 73, a. 2; 1969, c. 26, a. 67.
- Honoraire. **7.** Il est payé pour l'approbation de ce règlement par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières l'honoraire exigible pour l'approbation prévue à l'article 21 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).
- S. R. 1964, c. 275, a. 7; 1968, c. 73, a. 2; 1968, c. 74, a. 2; 1975, c. 76, a. 11.
- Entrée en vigueur. **8.** Le règlement ainsi approuvé entre en vigueur le jour de la publication de l'avis dans la *Gazette officielle du Québec*.
- S. R. 1964, c. 275, a. 8; 1968, c. 23, a. 8; 1968, c. 73, a. 3.
- Droits et obligations non affectés. **9.** Aucun changement de nom ainsi fait n'apporte de modification aux droits et obligations de la compagnie ou corporation; et les procédures où elle est partie peuvent être continuées sous son nom nouveau sans reprise d'instance.
- S. R. 1964, c. 275, a. 9.
- Usage des deux langues. **10.** Si une compagnie ou corporation visée par l'article 1 a un nom

français et un nom anglais, ou un nom comportant une version française et une version anglaise, elle peut être légalement désignée sous son nom français ou la version française de ce nom, ou sous son nom anglais ou la version anglaise de ce nom, ou à la fois sous les deux noms ou les deux versions.

1968, c. 73, a. 4.

SECTION III

DU POUVOIR DE CERTAINES COMPAGNIES DE DIVISER LEUR FONDS SOCIAL

Division du fonds social. **11.** Il est permis aux administrateurs de toute compagnie, autres que les compagnies constituées en corporation sous l'empire de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), dont le capital est divisé en actions formant un multiple de cent, de faire un règlement qui déclare que le fonds social de telle compagnie sera divisé en actions de cent dollars chacune, et, à dater de la passation de ce règlement, ce fonds social est divisé en actions de cent dollars chacune.

S. R. 1964, c. 275, a. 10.

SECTION IV

DU POUVOIR DE CERTAINES COMPAGNIES D'AUGMENTER OU RÉDUIRE LEUR CAPITAL-ACTIONS

Augmentation du capital-actions. **12.** Les administrateurs d'une compagnie constituée par une loi spéciale peuvent faire un règlement pour augmenter le capital-actions jusqu'à concurrence du montant qu'ils jugent nécessaire pour qu'elle puisse atteindre ses fins.

Règlement. Ce règlement doit déclarer le nombre des actions du nouveau capital-actions et peut prescrire la manière dont il doit être réparti, et, à défaut de ce faire, le contrôle de cette répartition est censé appartenir absolument aux administrateurs.

S. R. 1964, c. 275, a. 11; 1965 (1^{re} sess.), c. 73, a. 1.

Réduction du capital. **13.** Toute compagnie constituée par une loi spéciale peut, par règlement, réduire son capital-actions de toute manière, et, spécialement sans restreindre la généralité des termes qui précèdent:

1° Éteindre ou diminuer la responsabilité découlant du non-paiement de ses actions;

2° Avec ou sans remise ou diminution de telle responsabilité, annuler toute partie du capital-actions entièrement versé qui a été réellement perdue ou qui excède l'actif de la compagnie; ou

3° Avec ou sans remise ou diminution de ladite responsabilité, rembourser toute partie du capital-actions qui excède les besoins de la compagnie;
et réduire en conséquence le montant de son capital-actions ou la valeur de ses actions.

S. R. 1964, c. 275, a. 12.

Opposition à la réduction. **14.** 1. Si la réduction de capital proposée doit entraîner soit une remise ou une diminution de responsabilité, soit un remboursement total ou partiel du capital versé, de même que dans les autres cas que le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut spécifier, tout créancier de la compagnie qui, à la date de la demande de confirmation, a, contre la compagnie, une créance ou une réclamation qui serait valable si la compagnie procédait à une liquidation, a le droit de s'opposer à la réduction.

Liste des créanciers. Avis. 2. Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières dresse une liste des créanciers qui ont droit de faire cette opposition et, à cette fin, il vérifie leurs noms et la nature et le montant de leurs créances ou réclamations. Il peut, ensuite, publier des avis fixant des délais aux créanciers non inscrits sur la liste, pour qu'ils s'y fassent inscrire sous peine d'être privés de leur droit de s'opposer à la réduction.

Réduction malgré opposition. 3. Lorsqu'un créancier, inscrit sur telle liste, ne consent pas à la réduction, le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut passer outre, s'il le juge à propos, pourvu que la compagnie paie au créancier sa réclamation ou créance d'une des manières ci-après mentionnées, tel que déterminé par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, savoir:

a) Si la compagnie admet toute la créance, ou la réclamation ou si, tout en ne l'admettant pas, elle consent à la payer, elle doit la payer en entier;

b) Si la compagnie n'admet pas ou refuse de pourvoir au paiement en entier de la dette ou réclamation, ou si le montant de cette dette est conditionnel ou indéterminé, le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières fixe un montant, après l'avoir établi par enquête et adjudication, comme dans le cas d'une compagnie en liquidation.

S. R. 1964, c. 275, a. 13; 1966-67, c. 72, a. 23; 1975, c. 76, a. 11.

Responsabilité des actionnaires. **15.** 1. Un actionnaire actuel ou ancien de la compagnie n'est responsable, relativement à une action, que pour des appels de versements ou des contributions dont le montant ne dépasse pas la différence, s'il en est, entre le montant versé ou, suivant le cas, le montant réduit, s'il en est, considéré comme versé sur ladite action, et la

- valeur de ladite action fixée par la loi spéciale créant la compagnie ou par règlement dûment confirmé.
- Créanciers omis. Toutefois, si un créancier, fondé, à cause d'une créance ou d'une réclamation, à s'opposer à la réduction du capital-actions, se trouve, par suite de son ignorance de la demande de réduction, ou de la nature de cette demande et de ses effets en ce qui concerne sa créance, non inscrit sur la liste des créanciers, et si, après la réduction effectuée, la compagnie est dans l'impossibilité, suivant les exigences des dispositions de la loi concernant la liquidation des compagnies, de lui payer sa créance ou réclamation, en ce cas:
- a) Toute personne qui était actionnaire de la compagnie à la date de la confirmation du règlement, est passible de contribuer au paiement de ladite dette ou réclamation pour un montant ne dépassant pas celui qu'elle aurait eu à payer si la compagnie avait été mise en liquidation la veille du jour de cette confirmation; et
- b) Si la compagnie a été liquidée le tribunal peut, à la demande dudit créancier, et sur la preuve de son ignorance, comme susdit, s'il le juge à propos, dresser une liste de personnes ainsi tenues de contribuer, et ordonner des appels de versements et des poursuites contre les contribuables figurant ainsi sur ladite liste, comme s'ils étaient des contribuables ordinaires dans la liquidation de la compagnie.
- Droits sauvegardés. 2. Rien, dans le présent article, ne peut affecter les droits respectifs des contribuables entre eux ni les recours des créanciers contre la compagnie ou les actionnaires.
- S. R. 1964, c. 275, a. 14.
- Dissimulation du nom de créanciers, fausse représentation de la créance. Peine. **16.** Tout administrateur, gérant ou officier de la compagnie, qui: a) dissimule volontairement le nom d'un créancier ayant le droit de s'opposer à la réduction du capital ou, de propos délibéré, représente faussement la nature ou le montant de la créance ou du droit d'un créancier; ou qui: b) aide ou participe à la commission de ladite dissimulation ou fausse représentation, — est coupable d'une infraction rendant passible d'un an d'emprisonnement ou d'une amende n'excédant pas deux cents dollars, ou des deux peines à la fois.
- S. R. 1964, c. 275, a. 15.
- Publication. **17.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut exiger de la compagnie la publication, suivant le mode qu'il indique, des motifs de cette réduction, et de tels autres renseignements utiles au public, qu'il juge à propos.
- S. R. 1964, c. 275, a. 16; 1966-67, c. 72, a. 23; 1975, c. 76, a. 11.
- Sanction du règlement. **18.** Nul règlement pour augmenter ou réduire le capital-actions de la compagnie n'a de force et d'effet avant d'avoir été sanctionné par

un vote de pas moins des deux tiers, en valeur, des actionnaires, à une assemblée de la compagnie, dûment convoquée pour prendre ce règlement en considération, et d'avoir été confirmé ensuite par le gouvernement.

S. R. 1964, c. 275, a. 17.

Requête. **19.** 1. En tout temps n'excédant pas six mois après la sanction de ce règlement, les administrateurs peuvent demander, par requête, au lieutenant-gouverneur de le confirmer.

Preuve. 2. Avec cette requête, les administrateurs doivent produire le règlement, et établir, à la satisfaction du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, afin qu'il puisse en faire rapport, la passation et la sanction de ce règlement et le caractère de bonne foi de l'augmentation ou la réduction du capital décrétée par le règlement.

Dépositions. 3. A cette fin, le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, ou son assistant, peut recevoir par écrit, sous serment, et conserver dans ses registres, toute preuve requise, et faire prêter tout serment nécessaire.

S. R. 1964, c. 275, a. 18; 1966-67, c. 72, a. 23; 1975, c. 76, a. 11.

Confirmation. **20.** Sur preuve ainsi faite, le gouvernement peut confirmer ce règlement, et avis à cet effet est immédiatement donné par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières dans la *Gazette officielle du Québec*; et, à dater de la publication de cet avis, le capital-actions de la compagnie est augmenté ou réduit du montant et de la manière, et sujet aux conditions énoncées dans ce règlement; tout le capital-actions, ainsi augmenté ou réduit devient sujet aux dispositions de la loi qui constitue la compagnie en corporation de la même manière, autant que possible, que si chacune des fractions de ce capital avait formé partie du capital originellement souscrit.

S. R. 1964, c. 275, a. 19; 1966-67, c. 72, a. 23; 1968, c. 23, a. 8; 1975, c. 76, a. 11.

Honoraire. **21.** Il est payé, pour la confirmation de ce règlement, le même honoraire que celui payable sur les lettres patentes supplémentaires, accordées et émises en vertu de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

S. R. 1964, c. 275, a. 20.

SECTION V

DU POUVOIR DES CORPORATIONS SANS CAPITAL-ACTIONS DE MODIFIER LA VALEUR MAXIMALE DES IMMEUBLES QU'ELLES PEUVENT POSSÉDER

Modification de valeur. **22.** Toute corporation sans capital-actions visée par l'article 1 peut, par règlement, modifier le montant auquel sont limités la valeur des biens immobiliers qu'elle peut acquérir et posséder ou les revenus en provenant.

1968, c. 73, a. 5.

Approbation par membres. **23.** Un tel règlement doit être approuvé par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à une assemblée convoquée à cette fin.

1968, c. 73, a. 5.

Approbation par gouvernement. **24.** Ce règlement est transmis au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières avec une requête demandant qu'il soit approuvé par le gouvernement, accompagnée de tous les documents requis pour établir l'adoption de ce règlement par la corporation; si le gouvernement l'approuve, le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières donne alors avis de cette approbation dans la *Gazette officielle du Québec*.

Publication d'avis. Le règlement ainsi approuvé entre en vigueur le jour de la publication de l'avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

1968, c. 23, a. 8; 1968, c. 73, a. 5; 1975, c. 76, a. 11.

Honoraire. **25.** Il est payé, pour l'approbation de ce règlement, l'honoraire exigible sur des lettres patentes supplémentaires délivrées en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

1968, c. 73, a. 5.

SECTION VI

DU POUVOIR DE CERTAINES CORPORATIONS D'UTILISER PLUS EFFICACEMENT LES BIENS-FONDS QU'ELLES POSSÈDENT

Aliénation de biens-fonds. **26.** Toutes les corporations au Québec, qui ne peuvent acquérir des biens-fonds que pour un montant limité, en vertu de leur charte ou de la loi, ont droit, chaque fois qu'elles aliènent quelques-uns de

leurs biens-fonds, d'en appliquer le prix sur d'autres biens-fonds, ainsi que de percevoir les revenus en provenant et de les employer pour les fins de leur création.

S. R. 1964, c. 275, a. 21.

SECTION VII

DU POUVOIR DE CERTAINES COMPAGNIES D'HYPOTHÉQUER, NANTIR OU METTRE EN GAGE LEURS BIENS MOBILIERS OU IMMOBILIERS ET D'ÉMETTRE ET DE RÉÉMETTRE DES BONS, OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS

Hypothèques, nantissement
ou gage.

27. Nonobstant toutes dispositions à ce contraires, toute compagnie à fonds social constituée en corporation en vertu d'une loi de la Législature du Québec ou par lettres patentes, et toute compagnie ainsi constituée hors du Québec si sa charte ou ses lettres patentes l'y autorisent, peuvent, par acte authentique, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, pour garantir le paiement des bons, obligations (*debentures*) et actions-obligations (*debenture-stock*) que la loi les autorise à émettre, leurs biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs qu'elles possèdent ou posséderont au Québec.

S. R. 1964, c. 275, a. 22; 1968, c. 9, a. 90.

Actes de fidéicommiss.

28. L'hypothèque, le nantissement ou le gage peuvent être constitués par acte de fidéicommiss en faveur de tout fidéicommissaire, et cette garantie est bonne et valable, bien que le fidéicommissaire permette à celui qui accorde le nantissement ou le gage de conserver la possession et l'usage des biens ainsi nantis ou engagés.

S. R. 1964, c. 275, a. 23.

Application du Code civil.

29. Les droits que confèrent sur les immeubles l'hypothèque et le nantissement et la manière dont ils doivent être enregistrés sont déterminés dans le Code civil, au titre des *Privilèges et hypothèques* et à celui de l'*Enregistrement des droits réels*, et ils y sont sujets s'il n'y est pas dérogé par les dispositions du présent article.

Privilège.

Le nantissement et le gage des meubles donnent un privilège sur les meubles présents et futurs prenant rang immédiatement après les autres privilèges sur les meubles énumérés aux articles 1994, 1994a, 1994b et 1994c du Code civil.

Enregistrement.

Cette hypothèque, ce privilège, ce nantissement et ce gage, qu'ils affectent des biens immobiliers ou des biens mobiliers, n'ont d'effet qu'à compter de l'enregistrement, en la manière ci-après prescrite, de l'acte qui les constitue, (a) dans le cas d'affectation de biens immobi-

liers, dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement où sont situés ces biens; et (b) dans le cas d'affectation de biens mobiliers, dans le bureau d'enregistrement où la compagnie a son siège social au Québec, ainsi que dans toute autre division où elle a un bureau d'affaires.

Enregistrement. Cet enregistrement se fait par dépôt.

S. R. 1964, c. 275, a. 24.

Cession. **30.** Il est et il a toujours été loisible à une compagnie visée par les articles de la présente section, en sus de les hypothéquer, nantir et mettre en gage pour les fins mentionnées auxdits articles, de céder et transporter, pour les mêmes fins, lesdits biens au fidéicommissaire, avec pouvoir, au cas de défaut par la compagnie de remplir les conditions de l'acte de fidéicommis, de prendre possession des biens cédés et transportés, de les administrer et de les vendre pour le bénéfice des obligataires.

Enregistrement. La cession et le transport visés par le présent article sont sujets à l'enregistrement conformément aux règles contenues dans l'article 29.

S. R. 1964, c. 275, a. 25.

Dérogation à l'art.
1571C.C.

31. Nonobstant les dispositions de l'article 1571 du Code civil, aucune signification ou acceptation n'est nécessaire à quelque fin que ce soit, à l'égard des créanciers, droits ou réclamations appartenant à la compagnie, qui peuvent être hypothéqués, nantis, mis en gage, cédés ou transportés au fidéicommissaire par l'acte de fidéicommis, pourvu que l'acte de fidéicommis soit enregistré, quant aux biens mobiliers, de la manière prescrite par l'article 29 de ce chapitre, et que deux avis indiquant que la garantie créée par l'acte de fidéicommis est devenue exécutoire, soient publiés de la manière ci-après prescrite; mais en l'absence de signification et d'acceptation, dans les cas où la signification ou l'acceptation est requise par l'article 1571 du Code civil, les fidéicommissaires ne bénéficient pas du présent article 31, en ce qui concerne les créances, droits ou réclamations payés ou autrement acquittés avant la publication de cet avis. Lesdits avis doivent être publiés deux fois en français dans un journal imprimé dans cette langue, dans le district judiciaire où la compagnie a sa principale place d'affaires au Québec, mais s'il n'y a pas de semblable journal dans ce district, alors dans le district judiciaire le plus rapproché où il existe un semblable journal, et publié deux fois en anglais dans un journal imprimé dans cette langue, dans le district judiciaire où la compagnie a sa principale place d'affaires au Québec, mais s'il n'y a pas de semblable journal dans ce district, alors dans

le district judiciaire le plus rapproché où il existe un semblable journal.

S. R. 1964, c. 275, a. 26.

Acquisitions interdites au
fidéicommissaire.

32. Le fidéicommissaire en faveur duquel l'hypothèque, le nantissement ou le gage prévus par la présente section VII peuvent être constitués, ne peut acheter de la compagnie la première émission, par souscription éventuelle à forfait (*underwriting*), achat, souscription ou autrement, des bons, obligations (*debentures*) ou actions-obligations (*debenture-stock*), garantis par hypothèque, nantissement ou gage en vertu de l'article 27 ci-dessus, et de même aucune société ou corporation dont ledit fidéicommissaire est membre ou officier, selon le cas, ne peut se porter acquéreur des bons, obligations (*debentures*) ou actions-obligations (*debenture-stock*) ci-dessus mentionnés.

S. R. 1964, c. 275, a. 27.

Maintien d'obligations
rachetées. Réserve.

33. 1. Quand une compagnie rachète des bons ou obligations (*debentures*) antérieurement émis, elle a le pouvoir de les maintenir en vigueur pour les émettre de nouveau, pourvu que les conditions de l'émission n'indiquent pas expressément le contraire, et que les bons ou obligations n'aient pas été rachetés parce que la compagnie s'y trouvait obligée. Toutefois la dernière des restrictions susdites ne s'applique pas quand la mise à exécution de l'obligation ne peut être demandée que par la personne en faveur de laquelle ces bons ou obligations ont été émis, ou par ses ayants cause.

Réémission.

2. Quand une compagnie exerce le pouvoir mentionné dans le paragraphe précédent, elle peut réémettre les bons ou obligations, soit par une réémission des mêmes bons ou obligations, soit par une émission d'autres bons ou obligations à leur place; et, sur cette nouvelle émission, la personne ayant droit aux bons ou obligations a les mêmes droits et privilèges que si les bons ou obligations n'avaient pas été antérieurement émis.

Transfert à un mandataire.

3. Si, pour les maintenir en vigueur en vue d'une réémission, la compagnie a transféré des bons ou obligations à un mandataire spécialement nommé à cette fin, un transfert de la part de ce mandataire est censé être une réémission aux fins de la présente section.

Obligations déposées en
garantie.

4. Si une compagnie a déposé quelques-uns de ses bons ou obligations pour garantir des avances sur un compte courant, ou autrement, ces bons ou obligations ne sont pas censés avoir été rachetés, à raison du seul fait que la compagnie puisse avoir cessé d'être endettée pendant que les bons ou obligations sont restés ainsi déposés.

Effet de la réémission.

5. La réémission d'un bon ou d'une obligation, ou l'émission d'un autre bon ou d'une autre obligation à sa place ne doit pas être considérée comme l'émission d'un nouveau bon ou d'une nouvelle

obligation au sens d'une disposition limitant le montant ou le nombre de bons ou d'obligations à émettre.

S. R. 1964, c. 275, a. 28.

SECTION VIII

DES POUVOIRS D'EMPRUNT DE CERTAINES CORPORATIONS SANS CAPITAL-ACTIONS

Pouvoir d'emprunt.

34. Toute corporation sans capital-actions, dûment constituée en corporation en vertu d'une loi de la Législature ou par lettres patentes et ayant les pouvoirs d'emprunter et d'hypothéquer ses biens immeubles, et toute corporation ainsi constituée hors du Québec si sa charte ou la loi qui la régit lui accorde ces pouvoirs, ont le droit d'exercer les pouvoirs mentionnés dans la section VII, et toutes les dispositions de ladite section s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux opérations faites par cette corporation en vertu du présent article.

Communautés religieuses.

Dans le cas de communautés religieuses, séminaires et collèges, ces pouvoirs ne peuvent être exercés qu'avec l'autorisation de l'évêque ou de l'administrateur du diocèse dans lequel se trouve leur siège social.

S. R. 1964, c. 275, a. 29.

SECTION IX

DES ACTES DE NANTISSEMENTS ET D'HYPOTHÈQUES DE CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

Dispositions non
applicables.

35. Les dispositions du premier alinéa de l'article 29 de la présente loi concernant la manière dont l'hypothèque, le nantissement et le privilège doivent être enregistrés et les dispositions du Code civil relatives à l'enregistrement des hypothèques et des nantissemments et autres privilèges, ne s'appliquent pas aux compagnies qui sont régies par la Loi sur les chemins de fer (chapitre C-14).

S. R. 1964, c. 275, a. 30.

Dépôt de l'acte constitutif.
Avis.

36. Lorsqu'il s'agit d'une compagnie mentionnée à l'article 35, il suffit, pour conserver l'hypothèque, le nantissement ou le privilège, de déposer au ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières, l'acte constituant l'hypothèque, le nantissement ou le privilège, ainsi que tout transport, ou toute autre pièce qui les

affecte en quoi que ce soit, et avis de ce dépôt doit être immédiatement publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

S. R. 1964, c. 275, a. 31; 1966-67, c. 72, a. 23; 1968, c. 23, a. 8; 1975, c. 76, a. 11.

Enregistrement. **37.** Lorsque les dispositions de l'article 36 ont été observées, il n'est pas nécessaire, pour quelque fin que ce soit, qu'un autre enregistrement ait lieu, sauf les dispositions de l'article 40.

S. R. 1964, c. 275, a. 32.

Validité de l'hypothèque. **38.** Nonobstant les dispositions de l'article 2042 du Code civil, s'il s'agit d'une compagnie mentionnée à l'article 35, l'hypothèque constituée sur les immeubles de ladite compagnie est valide et a plein et entier effet, bien que l'acte ne désigne pas spécialement l'immeuble hypothéqué, avec mention des tenants et aboutissants, et le numéro donné à l'immeuble sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre.

S. R. 1964, c. 275, a. 33.

Dispositions applicables. **39.** Les dispositions de l'article 27 de la Loi sur les timbres (chapitre T-10) s'appliquent au dépôt fait en vertu des dispositions ci-dessus au bureau du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.

S. R. 1964, c. 275, a. 34; 1966-67, c. 72, a. 23; 1975, c. 76, a. 11.

Enregistrement par transcription. **40.** Dans l'année qui suit la date fixée en vertu de la Loi sur les chemins de fer (chapitre C-14) pour l'ouverture, pour le transport des voyageurs, du chemin de fer ou de la partie du chemin hypothéqués ou affectés d'un nantissement ou d'un autre privilège, l'enregistrement de ces droits doit, pour en conserver le rang à l'égard des tiers, être fait par dépôt dans les bureaux d'enregistrement des divisions qu'il appartient, conformément aux dispositions de l'article 29 de la présente loi.

S. R. 1964, c. 275, a. 35.

Frais. **41.** La compagnie de chemin de fer doit faire cet enregistrement à ses frais, mais le fiduciaire, s'il en est, ou tout créancier intéressé peut également faire cet enregistrement aux frais de la compagnie, après un avis de quinze jours à cette dernière, de son intention d'y procéder.

S. R. 1964, c. 275, a. 36.

SECTION X

DES POUVOIRS DE CERTAINES COMPAGNIES CONCERNANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compagnies pour la
protection des forêts.

42. Nonobstant toutes dispositions à ce contraires, il peut être établi, par les règlements de toute compagnie constituée en corporation sous l'empire de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), et dont l'objet principal est la protection des forêts, au Québec ou dans certaines parties du Québec, contre les incendies, que le ministre des terres et forêts ou la personne par lui désignée à cet effet, est, de droit, membre de son conseil d'administration, et que les autres membres ou quelques-uns des autres membres de son conseil d'administration, au lieu d'être élus par l'assemblée générale des actionnaires, peuvent être désignés, un par chaque autre compagnie constituée en corporation sous l'empire de la même loi, pour des fins semblables, et détenant par elle-même ou par un ou des fidéicommissaires une ou des actions de la susdite compagnie; et il ne sera pas nécessaire que tel fidéicommissaire ait la qualité requise par l'article 86 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), pour faire partie du conseil d'administration.

S. R. 1964, c. 275, a. 37.

SECTION XI

ACTES SE RAPPORTANT AUX LIGNES DE TRANSMISSION ÉLECTRIQUE ET AUTRES QUI APPARTIENNENT À DES COMPAGNIES À FONDS SOCIAL OU À DES CORPORATIONS

Description de ligne ou
réseau.

43. 1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, toute ligne ou réseau de téléphone, de câblodistribution ou de télégraphe, toute ligne ou réseau de transmission ou de distribution d'énergie électrique, de gaz, d'eau ou de produits pétroliers à l'état brut ou raffiné et toute ligne ou réseau de tuyaux d'égout, appartenant à une compagnie à fonds social ou à une autre corporation, ainsi que leurs tours, poteaux, haubans, conduits, fils métalliques, tuyaux, lignes principales, compteurs, récepteurs téléphoniques, appareils et accessoires sont à toutes fins, y compris celles de l'enregistrement, suffisamment décrits dans un acte ou document quelconque en y indiquant la nature générale de cette ligne ou de ce réseau et en y mentionnant les noms de cadastre des cités, villes, villages, paroisses, cantons ou divisions quelconques de ces localités où est situé cette ligne ou ce réseau ou, dans le cas d'un

Description présumée
suffisante.

territoire non cadastré, en désignant cette ligne ou ce réseau d'une manière suffisante pour l'identifier.

2. Tout acte, document ou écrit ci-devant fait par toute telle compagnie à fonds social ou corporation ou par toute personne, se rapportant à toute ligne ou réseau du genre mentionné dans le paragraphe 1 du présent article, ci-devant ou ci-après acquis par toute telle compagnie à fonds social ou corporation, et dans lequel cette ligne ou réseau est décrit de la manière prescrite par ledit paragraphe 1, est censé contenir une description suffisante de cette ligne ou réseau, à toutes fins, y compris l'enregistrement, et tout acte, document ou écrit dans lequel cette ligne ou réseau n'est pas suffisamment décrit, de la manière prescrite par ledit paragraphe 1, est censé contenir une description suffisante de cette ligne ou réseau, à toutes fins, y compris l'enregistrement, pourvu que cet acte, document ou écrit soit enregistré en même temps qu'un bordereau dans lequel cette ligne ou réseau est décrit de la manière prescrite par ledit paragraphe 1 ou que son enregistrement soit renouvelé au moyen d'un semblable bordereau.

S. R. 1964, c. 275, a. 38; 1975, c. 75, a. 1; 1976, c. 41, a. 1.

SECTION XII

DES PRÊTS D'HABITATION AUX EMPLOYÉS

Définition de «compagnie».

44. Dans la présente section, «compagnie», outre son sens ordinaire, désigne toute société par actions ou à fonds social et toute corporation légalement formée, quels que soient la nature et l'endroit de leur constitution, qui sont soumises à l'autorité législative du Québec.

S. R. 1964, c. 275, a. 39.

Système de prêts autorisé.

45. Toute compagnie peut, par règlement de ses directeurs ou administrateurs, adopter un système de prêts à ses employés pour leur permettre de se construire ou d'acquérir des habitations pour eux et leur famille, ou d'y faire des améliorations, ou d'acquitter les hypothèques qui les grèvent.

S. R. 1964, c. 275, a. 40.

Règlement.

46. Ce règlement détermine les montants, modalités et conditions de ces prêts, sauf les dispositions qui suivent.

S. R. 1964, c. 275, a. 41.

- Taux d'intérêt. **47.** Le taux de l'intérêt doit être raisonnable et il ne doit, en aucun cas, excéder six pour cent par année.
S. R. 1964, c. 275, a. 42.
- Versements par anticipation. **48.** L'emprunteur peut en tout temps effectuer des versements par anticipation et acquitter l'emprunt avant son échéance.
S. R. 1964, c. 275, a. 43.
- Prêts personnels. **49.** Ces prêts sont personnels aux employés.
S. R. 1964, c. 275, a. 44.
- Conditions. **50.** Afin d'assurer la conservation, la protection et le recouvrement de sa créance, la compagnie peut stipuler dans le contrat de prêt toutes conditions et dispositions légales non incompatibles avec la présente section.
S. R. 1964, c. 275, a. 45.
- Ententes autorisées. **51.** Toute compagnie peut de plus conclure des ententes avec tout gouvernement, organisme gouvernemental, corporation publique ou privée, compagnie, société, employeur, constructeur et personne intéressée pour la création et le maintien d'un fonds d'allocations de loyer, ou d'une caisse de réduction de loyers, ou de tout autre fonds de même nature destiné à aider les petits salariés à se procurer des logis convenables, au moyen d'allocations de loyer, de paiement partiel de leur loyer ou de toute autre manière analogue.
- Fonds. **51.** Toute compagnie est autorisée à verser à ce fonds les contributions financières prévues par ces ententes.
S. R. 1964, c. 275, a. 46.
- Garantie. **52.** À la recommandation de la Société d'habitation du Québec, le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, accorder, en faveur des employés d'une compagnie qui leur consent des prêts de construction en vertu de la présente section, le bénéfice de la garantie et des versements d'intérêt prévus à l'article 2 de la Loi sur l'habitation familiale (chapitre H-1).
S. R. 1964, c. 275, a. 47; 1966-67, c. 55, a. 75.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 275 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre P-16 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 275

Chapitre P-16

**LOI DES POUVOIRS
SPÉCIAUX DES CORPO-
RATIONS**

**LOI SUR LES POU-
VOIRS SPÉCIAUX DES
CORPORATIONS**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 9	1 - 9	
9a	10	
10	11	
11	12	
12	13	
13	14	
14	15	
15	16	
16	17	
17	18	
18	19	
19	20	
20	21	
Section IV A	Section V	
20a	22	
20b	23	
20c	24	
20d	25	

POUVOIRS CORPORATIFS SPÉCIAUX

S.R. 1964, c. 275

L.R. 1977, c. P-16

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

Section V

Section VI

21

26

Section VI

Section VII

22

27

23

28

24

29

25

30

26

31

27

32

28

33

Section VII

Section VIII

29

34

Section VIII

Section IX

30

35

31

36

32

37

33

38

34

39

35

40

36

41

Section IX

Section X

37

42

Section X

Section XI

38

43

Section XI

Section XII

39

44

40

45

41

46

S.R. 1964, c. 275

L.R. 1977, c. P-16

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

42

47

43

48

44

49

45

50

46

51

47

52

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

